



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Déplacement prolongé: Expérimenter et surmonter les incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles en RDC

Jacobs, C.; Milabyo Kyamusugulwa, P.

Citation

Jacobs, C., & Milabyo Kyamusugulwa, P. (2020). Déplacement prolongé: Expérimenter et surmonter les incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles en RDC. *Cahiers Du Cerpru / Centre D'études Et De Recherches Pour La Promotion Rurale*, 28(Numéro SPECIAL 27), 89-106. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3210279>

Version: Publisher's Version

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3210279>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Déplacement prolongé : Expérimenter et surmonter les incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles en RDC

Carolien JACOBS et Patrick MILABYO KYAMUSUGULWA

Résumé : Des personnes déplacées qui fuient vers Bukavu ont déjà traversé une longue trajectoire de déplacement avant d'arriver dans cette ville. La plupart d'entre eux sont sans base stable depuis des années. Cependant, arriver dans la ville ne signifie pas immédiatement s'installer, s'intégrer et se sentir chez soi. Au contraire, nombreuses personnes continuent à vivre dans l'incertitude à différents égards. Sur base des données qualitatives et quantitatives recueillies à Bukavu, cet article vise à montrer le visage humain du déplacement prolongé et analyse trois modes de vie différents des incertitudes que connaissent les personnes déplacées : l'incertitude spatiale, l'incertitude socio-économique et l'incertitude relationnelle. S'appuyant sur la théorie des configurations sociales de Norbert Elias, cet article soutient que les incertitudes spatiale, socio-économique et relationnelle sont interconnectées. Elles entravent l'intégration des personnes déplacées dans la ville et entretiennent leur situation de déplacement prolongé, mais peuvent aussi, en même temps, offrir des possibilités de sortir des modes de vie établis, des normes et des attentes sociales et être un catalyseur de changement.

Mots clés : déplacement prolongé, vivre dans les incertitudes, sociologie configurationnelle, RDC.

Introduction

Dans le contexte de l'insécurité prolongée du Sud-Kivu, le déplacement prolongé fait partie de la réalité quotidienne de nombreuses personnes déplacées ; elles ont été forcées de se déplacer à plusieurs reprises, ne peuvent pas retourner dans leur communauté d'origine de façon permanente et ne parviennent pas à construire une vie stable dans le déplacement. C'est cela qu'est le déplacement prolongé. Dans l'article d'introduction de ce numéro spécial, une définition plus technique des situations de déplacement interne prolongé a été fournie, telle que formulée par Kälin et Entwisle Chapuisat. Nous rappelons ici cette définition : "situations dans lesquelles les progrès tangibles vers des solutions durables sont lents ou bloqués pendant des périodes importantes parce que les personnes déplacées sont empêchées ou incapables de prendre des mesures qui leur permettent de réduire progressivement la vulnérabilité, l'appauvrissement et la marginalisation auxquels elles sont confrontées en tant que personnes

déplacées, afin de retrouver une vie autonome et digne et, en fin de compte, de trouver une solution durable" (Kälin et Entwisle Chapuisat, 2017 : 20, notre traduction).

Le déplacement prolongé est un état d'être dans lequel les gens se sentent entre deux situations (Brun et Fábos, 2015) ; ils ne sont plus résidents de leur communauté d'origine, mais ne se sentent pas non plus pleinement acceptés en tant que résidents de la ville ; physiquement, ils sont dans la ville, mais leur esprit peut encore être ailleurs. La plupart des déplacés que nous rencontrons ne fuient pas immédiatement vers Bukavu, mais ont été déplacés sur différents sites avant d'arriver dans la ville. Ils sont sans base stable depuis des années, se déplaçant vers différents endroits, retournant dans leur communauté d'origine à certains moments où la situation sécuritaire s'améliore, et repartant à nouveau lorsqu'il y a encore une dernière goutte d'eau agitée dans l'océan.

Cet article vise à présenter le visage humain du déplacement prolongé, en introduisant les incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles dans lesquelles se trouvent de nombreuses personnes déplacées dans la ville de Bukavu. Ces incertitudes sont interconnectées mais évoluent aussi comme des configurations sociales dynamiques qui sont constamment transformées.⁴¹ Nous soutenons que le potentiel de transformation signifie que les incertitudes dans lesquelles les gens se trouvent peuvent parfois être prises comme une opportunité de créer un changement et de reconfigurer la vie des gens. C'est alors que l'incertitude se transforme en une "agence en attente" productive (Brun, 2015) dans laquelle les normes, les rôles et les relations qui existaient auparavant peuvent être transformés en des nouvelles opportunités qui permettent aux gens de prendre un nouveau départ.

Dans ce qui suit, nous explorons tout d'abord le concept de déplacement prolongé et la manière dont il est lié à l'intégration locale en tant que solution durable. Nous exposons ensuite comment le déplacement prolongé peut être disséqué en différentes 'incertitudes' ; des étapes liminaires dans lesquelles les personnes se sentent prises dans des conditions qui semblent insurmontables, mais qui après un certain temps seraient des fenêtres d'opportunité pour changer les normes, les pratiques et les relations dominantes. Nous présentons également la perspective de la sociologie configurationnelle que nous proposons comme cadre d'analyse. La deuxième section fournit un aperçu général des conditions de vie des personnes déplacées à

⁴¹ En accord avec la sociologie configurationnelle de Norbert Elias (1978), comme nous l'expliquerons plus loin dans cet article.

Bukavu. Ensuite, nous passons à la section empirique sur les conditions de vie des personnes déplacées et les liens entre ces conditions. Dans la dernière section, nous analysons plus en profondeur ces incertitudes dans une perspective de la sociologie configurationnelle et nous concluons que les personnes déplacées se trouvent dans des incertitudes diverses et interconnectées, mais que celles-ci offrent également des opportunités de changement et peuvent être utilisées de manière productive finalement.

Méthodologie

Cet article est basé sur des données empiriques qui ont été collectées par les chercheurs de terrain de l'équipe TRAFIG. Nous avons participé à la collecte proprement dite des données, ainsi qu'à l'organisation d'une réunion de barza où les personnes déplacées, les résidents et les autorités locales ont été réunis pour discuter des relations intracommunautaires (Kyamusugulwa et al., 2020). Pendant la collecte des données proprement dite, ils ont suivi de près le processus de collecte des données en discutant des résultats avec l'équipe, en fournissant des commentaires sur les rapports d'entretiens et en suggérant des questions de suivi pour combler certaines lacunes. En accomplissant cette tâche, ils ont obtenu une image complète et équilibrée de la vie des personnes déplacées dans les différents quartiers de Bukavu.⁴²

Déplacement prolongé dans une perspective configurée

Le déplacement prolongé est une notion qui découle du discours de politique humanitaire sur les réfugiés. Au départ, la notion utilisée était celle de situations de réfugiés prolongées. Dans un rapport de 2004, le HCR a décrit une situation de réfugiés prolongée comme un état d'incertitudes durables et insolubles (HCR 2004 : 1). Dans celles-ci, les personnes ont du mal à faire valoir leurs droits fondamentaux et à faire avancer leur vie. Entre-temps, le discours politique a élargi la notion de situation de réfugiés prolongée et fait aujourd'hui référence au déplacement prolongé, y compris la situation des personnes déplacées à l'intérieur du pays (Etzold et al., 2019).

⁴² Nous sommes très reconnaissants à l'équipe de recherche d'avoir recueilli des données de grande qualité et très précieuses, et d'avoir mené des discussions approfondies au cours desquelles nous avons analysé conjointement les données et acquis une meilleure compréhension de leur signification.

Dans l'introduction de ce chapitre, nous avons déjà souligné la définition des situations de déplacement interne prolongé, telles que développées par (Kälin et Entwisle Chapuisat, 2017). Cette définition établit un lien entre le déplacement prolongé et l'absence de solutions durables telles que la réinstallation, le retour ou l'intégration locale. Ces solutions durables sont mesurées par rapport à un certain nombre de critères, comme le suggère le Comité permanent inter organisations des Nations Unies dans son cadre sur les solutions durables (IASC, 2010). Bien qu'il s'agisse d'un instrument politique important pour évaluer si les personnes déplacées parviennent à reprendre leur vie en main, les indicateurs ne montrent pas le visage humain du déplacement. Il n'est pas surprenant qu'un certain nombre d'auteurs aient tenté de "débloquer" la notion de déplacement prolongé (Bradley, 2011 ; Chatty et Mansour, 2011 ; Lindley et Haslie, 2011 ; Zetter, 2011 ; Zetter et Long, 2012) et de "déballer" la notion de "solutions durables" (Čapo, 2015).

Comment déballer le déplacement prolongé au-delà du sentiment qu'il n'y a pas de solution en vue (Crisp, 2003) ? Pour mieux comprendre la manière dont les gens passent de la situation de déplacement prolongé à une solution durable telle que l'intégration locale, il est important de voir ce qui se passe sur le terrain. Zetter et Long affirment que le déplacement prolongé est souvent considéré comme une condition semi-permanente, alors que les solutions durables sont considérées comme des solutions définitives. Un défaut de la manière dont ces deux concepts sont souvent appliqués est qu'ils s'appuient sur des hypothèses de sédentarité et de semi-permanence. Même si les acteurs humanitaires, les États ou les communautés d'accueil ne soutiennent pas l'intégration, la vie des personnes déplacées n'est pas statique et, à terme, de nouveaux modèles et processus de mobilité se développeront (Zetter et Long, 2012).

Contrairement aux réfugiés, les personnes déplacées ne sont pas dans une incertitude juridique ; elles n'ont pas à attendre la détermination de leur statut de réfugié ; elles n'ont pas à obtenir l'autorisation légale de travailler ou de s'installer librement. Mais elles sont entremêlées d'autres façons ; en termes spatiaux, socio-économiques et relationnels, comme nous l'exposons ci-dessous.⁴³ Afin de créer une compréhension sociétale et une prise de conscience politique au sujet des personnes déplacées, il est nécessaire de montrer ce que ces incertitudes signifient en termes très concrets ; et d'analyser comment les personnes gèrent elles-mêmes ces incertitudes et les défis qui y sont liés en l'absence d'aide humanitaire.

⁴³ Nos recherches antérieures auprès des personnes déplacées à Bukavu nous ont mis sur la piste de ces incertitudes, car nous avons constaté que le logement, les moyens de subsistance et les conditions familiales sont les domaines dans lesquels les gens se sentent le plus "entre-deux".

Dans la suite (Etzold et al., 2019), l'article adopte une approche configurationnelle du déplacement, dans laquelle nous analysons la vie des personnes déplacées de manière dynamique, en prêtant attention aux configurations changeantes dans lesquelles elles se trouvent : les gens peuvent se retrouver dans les incertitudes pendant un certain temps, mais ils peuvent aussi sortir de cette situation et améliorer leurs conditions de vie. Cela peut se faire par l'intermédiaire de leur propre "agence en attente" (Brun, 2015), ou en raison des forces environnantes de leur contexte social qui les aident à progresser. Une approche configurationnelle, comme celle proposée initialement par (Elias, 1978 ; voir aussi Baur et Ernst, 2011), met en lumière les "constellations sociales dynamiques" dans lesquelles les gens interagissent avec les autres. Le pouvoir qui est impliqué dans ces interactions peut entraîner des changements dans le temps et l'espace de ces constellations, de manière positive ou négative. Cela signifie que les gens ne sont pas nécessairement coincés dans un déplacement prolongé, mais que leur situation peut changer. En tant que tel, le déplacement peut également signifier une opportunité pour les personnes de se détacher des normes, attentes et pratiques sociales établies. De cette façon, le déplacement peut devenir une opportunité (Zetter, 2014 ; Brun, 2015).

Déplacement prolongé à Bukavu

En zoomant à Bukavu, nous pouvons démêler certaines forces structurelles qui façonnent les configurations sociales du déplacement (Etzold et al., 2019). Ces forces sont liées à l'instabilité spatiale, socio-économique et relationnelle. Tout d'abord, l'instabilité dans la région est un facteur qui contribue grandement à la situation de déplacement prolongé et à l'instabilité spatiale évidemment. Cela a commencé dès 1996 lorsque l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL) s'est engagée à renverser le régime de Mobutu. Cette guerre a entraîné des déplacements internes massifs dans tout le pays, à commencer par l'Est de la RDC, en particulier dans la province du Sud-Kivu qui avait été la première à être attaquée par l'AFDL. Depuis lors, en raison du contexte permanent de violence interne, il y a eu des déplacements massifs de populations ; en 2007 par exemple, on estimait à 3 millions le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la RDC, avec un nombre estimé à 22200 dans la seule province du Sud-Kivu en 2003 (Ngoie et Wakyanakazi, 2008). Fin 2019, l'Observatoire des déplacements

internes a estimé le nombre de personnes déplacées en RDC à 5,5 millions, avec 1,7 million de personnes nouvellement déplacées en 2019.⁴⁴

L'insécurité est particulièrement présente dans les zones rurales de l'Est du pays, ce qui entraîne pour la plupart des déplacements cycliques (Rudolf, Jacobs et Nguya, 2014), alors que l'on peut observer une malgré tout une sécurité relative des zones urbaines (Mashanda et al., 2017). En tant que capitale provinciale, Bukavu sert de centre de déplacement pour les personnes venant de presque tous les Territoires de la province. Au niveau macro, c'est l'insécurité dans la région qui entraîne l'instabilité des lieux de résidence et le déplacement des personnes d'un endroit à l'autre. Mais les personnes déplacées qui arrivent dans la ville ne trouvent souvent pas immédiatement une stabilité résidentielle à long terme. Au lieu de cela, elles continuent à passer d'un arrangement d'accueil à l'autre et d'une position d'occupation précaire à l'autre. L'instabilité des conditions de logement oblige de nombreuses personnes déplacées à continuer à se déplacer une fois dans la ville.

Une deuxième force structurelle qui contribue à l'instabilité est constituée par les conditions socio-économiques dans la ville : des nombreuses personnes déplacées ont des difficultés à accéder aux moyens de subsistance. La plupart d'entre elles ne sont pas en mesure de continuer à vivre dans les territoires, mais doivent trouver de nouveaux moyens de gagner leur vie.⁴⁵ La forte présence des PDI dans la ville contribue à une urbanisation rapide (Lututala, sans date). Mais les personnes déplacées qui sont déçues par le manque de possibilités d'emploi et le coût élevé de la vie en ville peuvent décider de retourner dans leur communauté d'origine, même si la sécurité n'a pas encore été rétablie. D'autres continuent à essayer de diverses manières de trouver une stabilité socio-économique dans la ville elle-même. Pour cela, ils auront souvent besoin de liens avec d'autres personnes plus puissantes au sein de leur configuration sociale. Troisièmement, il existe des instabilités structurelles dans les réseaux sociaux des personnes déplacées. Le fait d'être en mouvement a un impact sur les contacts en réseau que les personnes déplacées sont capables de mobiliser et de capitaliser. À leur arrivée dans la ville, les personnes déplacées disposent généralement d'un réseau limité auquel elles peuvent recourir lorsqu'elles ont besoin d'un abri, de nourriture, d'eau, de vêtements, de soins de santé et de moyens de subsistance. En l'absence d'aide humanitaire, les personnes dépendent souvent de familiers, de membres de l'église ou d'associations locales pour subvenir à certains de leurs besoins

⁴⁴<https://www.internal-displacement.org/countries/democratic-republic-of-the-congo>, consulté le 18.08.2020

⁴⁵ Parfois, cela signifie aussi qu'ils doivent utiliser les ressources de leur communauté d'origine pour gagner leur vie en ville, comme le montre la contribution de Lubala Kubiha et Katembera dans ce numéro.

fondamentaux. Mais cela signifie que certains liens doivent exister. Il faut du temps pour se construire une configuration sociale du déplacement et pour trouver des liens avec des personnes qui peuvent être utiles.

Vivre dans les incertitudes

L'histoire suivante du déplacement est illustrative en montrant les différentes incertitudes dans lesquels se trouvent de nombreuses personnes déplacées. Les mots sont ceux de Kazi, un homme de 40 ans, qui vit dans un des Quartiers de la Commune de Bagira.

Le cas de Kazi⁴⁶

J'étais venu à Bukavu chez un familier pour la première fois en 2014 avec ma femme et mes deux filles en fuyant les atrocités à [village A.] où les rebelles FDLR et Rahiya Mutomboki avaient semé la terreur dans le chef de la population en occasionnant les pillages et morts d'hommes à répétition. Dans mon village, je vivais avec mes parents dans la même parcelle mais à notre départ eux étaient restés pour sécuriser la maison, étant donné que les personnes âgées n'étaient pas la cible des rebelles de deux côtés. [...] Mes grands-frères étaient déjà à Bukavu depuis 2012 dans la fuite des affrontements réguliers qui ne leur permettaient pas d'émerger dans leurs activités commerciales suite aux pillages à répétition.

Après 5 mois passés à Bukavu, les FARDC avaient pris le contrôle de la situation d'une bonne partie des villages perdus dans les affrontements contre les Rahiya Mutomboki, sachant que l'on soupçonnait une alliance entre les FDLR et les Rahiya Mutomboki contre les FARDC. Nous étions retournés avec ma famille à [village A.] où toutes nos activités étaient paralysées et qu'il fallait relancer absolument, à ce moment-là. Nous n'avions pas reçu d'assistance de la part des membres de notre famille pour nous réinstaller à la recherche de la stabilité socio-économique, seulement on avait reçu l'assistance du PAM, du CICR et de la FAO pour la survie de deux semaines en vivres et quelques produits comme les couvertures, les casseroles et assiettes.

⁴⁶ Veuillez noter que le nom Kazi est un pseudonyme. Certains détails ont été omis pour garantir l'anonymat.

[...] En 2015 encore le village fut envahi par les rebelles Rahiya Mutomboki qui venaient piller en emportant les récoltes des champs, les chèvres, lapins, poules, canards, argent et appareils de musique. J'étais parmi les captifs pris dans le village pour transporter les biens pillés et devenir ainsi esclave dans la brousse durant 6 mois. [...]. Ces rebelles ne nous avaient pas relâchés en prétextant que nous faisions déjà partie de leur équipe et personne ne retournera dans son village d'origine. Nous y avons passé tout notre temps en train de préparer la nourriture pour eux et faire le ménage, cultiver leurs champs, lessiver les habits pour eux, protéger les femmes qu'ils avaient aussi ravi dans les villages pour qu'elles ne prennent pas fuite. [...]. Ils nous faisaient aussi des exercices physiques et musculaires chaque matin et soir ; c'est là que j'avais appris à utiliser et à manipuler l'arme. [...]

Un jour j'étais parti puiser de l'eau à la source ordinaire avec mes deux collègues captifs mais l'eau était trouble et le chef qui nous conduisait nous avait autorisé d'aller puiser à une autre source plus distante de notre cantonnement. Avec mes deux amis, on avait pris la résolution et le risque de nous échapper et de fuir sans plus revenir dans ce cantonnement. C'était autour de 12h et en parcourant la forêt jusqu'à 16h30' on était tombé dans une agglomération habitée par les Pygmées auprès de qui on avait demandé une protection et la sécurité, après leur avoir expliqué notre parcours et la misère vécue. Nous avons été compris après un petit interrogatoire auprès du chef du village et de sa cour. A leur tour, ils nous avaient déclaré avoir eu des informations selon lesquelles certaines personnes avaient été amenées en brousse par les rebelles. Le lendemain matin, le chef nous avait confié quelques Pygmées pour nous conduire et certes nous aider à parcourir les zones dangereuses.

Arrivés au village suivant 4 heures après, ces pisteurs étaient rentrés et nous confièrent à d'autres de ce village jusque dans un site des scieurs de bois [...]. Et nous passâmes la nuit dans ce village comme il se faisait déjà tard. Le jour suivant, nous avons marché toute la journée jusqu'à atterrir à [village B.] et avons passé la nuit chez le chef de village dans sa paillotte des visiteurs. Après une journée de repos chez le chef de village, il était question que chacun de nous tire déjà son plan et continuer sa route, comme on n'était plus en forêt. De mon côté, j'avais pris la résolution d'aller chez ma tante maternelle à Kavumu qui était surprise de mon arrivée au village ; elle avait glorifié l'Eternel Dieu de m'avoir protégé et d'être revenu sain et sauf ; moi que d'aucuns pensaient déjà mort ou devenu rebelle. Cette nuit toute ma famille avait été alertée par voie téléphonique de mon retour parmi les captifs et mon père m'annonça les nouvelles de ma femme qui avait décidé de faire sa vie sans moi ; étant donné qu'elle ne savait pas si j'allais encore revenir. Ainsi, après concertation avec ma tante et mes parents, nous avons décidé de ne plus rentrer et de partir à Bukavu chez mon grand frère pour

y rester en attendant que la paix s'instaure. Je dois vous avouer que les exercices physiques et d'autres sévices vécus en forêt m'avaient aidé et avaient bel et bien contribué à mon endurance pour traverser la forêt jusque dans les villages.

Le lendemain matin j'avais pris le bus pour Bukavu chez mon grand frère qui avait un restaurant et immédiatement j'étais engagé pour assurer la garde du restaurant la nuit et y travailler toute la journée, comme serviteur. Une année passée, mon grand frère décrocha un emploi ailleurs et il décida de fermer son restaurant et alla s'installer là-bas, alors qu'à mon niveau je n'avais rien comme capital pour récupérer cette initiative. Mais avant son départ, pendant qu'il écoulait les effets du restaurant, Il m'avait présenté chez son ami dans un autre quartier où je viens de passer 3 ans déjà. Malheureusement il est décédé en août 2019, nous vivions en paix avec lui et sa femme ; à son absence elle me donnait des tâches à faire et veiller sur la maison. Je me prépare pour prendre maintenant ma maison en location, sinon les gens risqueraient de croire que nous cohabitons déjà avec sa femme, devenue veuve. (SSInt-ULEI-SLK-005-COD).

Vivre dans l'incertitude spatiale

L'histoire citée ci-dessus est illustrative en montrant des incertitudes différentes dans lesquelles se trouvent les personnes en déplacement prolongé. Tout d'abord, Kazi a vécu pendant de nombreuses années dans une incertitude spatiale : il s'est enfui à Bukavu ; il est rentré dans son village ; il a été capturé par un groupe armé et a vécu dans la "brousse" Pendant un certain temps, il a réussi à s'enfuir ; il est revenu à Bukavu, et a vécu avec son frère pendant quelques années ; il est allé vivre dans la maison d'un couple d'amis, et se préparait maintenant à se trouver un endroit à louer. Au fil des ans, il n'a pas eu de résidence stable ; des circonstances changeantes, indépendantes de sa volonté l'ont obligées à se déplacer continuellement. Ces circonstances peuvent être liées aux conditions de sécurité mais aussi à l'évolution des conditions personnelles qui ont un impact sur les dispositions prises en matière de logement. Kazi a d'abord dû quitter la maison qu'il partageait avec son frère parce que ce dernier déménagea, et il envisage actuellement de déménager parce que son hôte est décédé. Cela souligne la position vulnérable dans laquelle se trouvent les personnes déplacées lorsqu'elles dépendent d'autres personnes pour leur logement, d'autant plus que bon nombre de ces hôtes ne sont pas non plus dans des conditions de logement très stables.

Dans le contexte de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), où les camps des déplacés sont peu fréquents (Haver, 2008), de nombreuses personnes en déplacement ont des difficultés à trouver des conditions de logement stables et à long terme, mais continuent plutôt à se déplacer : Elles doivent trouver leur propre chemin car il n'y a pas de camps organisés par les organisations d'aide ou les gouvernements. Nous avons également décrit ailleurs (Jacobs et al., 2019) qu'à leur arrivée dans une communauté d'accueil, de nombreuses personnes déplacées trouvent un abri pour quelques semaines ou quelques mois chez des familiers proches ou des connaissances. À titre indicatif, les personnes déplacées interrogées dans le cadre de notre enquête (n=300) partageaient une maison avec 8 personnes en moyenne, alors que la plupart d'entre elles ne vivaient pas dans des maisons spacieuses. En dehors de la famille nucléaire et des frères et sœurs, 48 % des personnes interrogées partageaient une maison avec d'autres membres de la famille, tels que des cousins, des oncles, des tantes ou des grands-parents.

Dans de nombreux cas, les hôtes d'aujourd'hui étaient eux-mêmes des personnes déplacées dans le passé et comprennent les besoins des nouveaux arrivants. La possibilité d'être réuni avec des membres de la famille est une raison importante pour 34 % des personnes interrogées d'opter pour Bukavu comme lieu de refuge. Mais ces parents ne sont souvent pas non plus ceux qui ont eux-mêmes une vie très stable et un logement spacieux. Au bout d'un certain temps, la plupart des personnes déplacées louent elles-mêmes des maisons ou des chambres. Devenir propriétaire d'une parcelle est considéré par beaucoup comme un marqueur ultime d'intégration, montrant que quelqu'un n'est plus un PDI mais est devenu un résident (voir Jacobs et al. 2019 pour une analyse plus approfondie sur ce point). Si les personnes déplacées utilisaient un vocabulaire politique à ce sujet, elles affirmeraient probablement qu'elles ont trouvé une solution durable à leur déplacement. La majorité des PDI restent cependant dans une incertitude spatiale dans laquelle elles continuent à se déplacer, se retrouvant dans des arrangements d'hébergement ou de location temporaires.

Malgré les difficultés auxquelles nombre de nos répondants en ville ont dû faire face, ils n'envisageraient pas facilement de retourner dans leur communauté d'origine. Dans de nombreux cas, cela est dû au fait qu'ils estiment que la situation sécuritaire n'est pas assez stable. D'autres se sentent mal à l'aise à l'idée de rentrer, s'attendant à des conflits avec les membres de leur famille qui ont entre-temps pris possession des terres ou des maisons, ils craignent le mépris de ceux qui sont restés et qui ont vécu des moments encore plus difficiles et qui considèrent ceux qui partent comme des opportunistes. La langue Lega, par exemple, a

un mot particulier (*ntiko*) qui désigne les biens et propriétés laissés par une personne qui a quitté le village en raison de difficultés. Ceux qui résistent et restent derrière sont considérés comme les propriétaires légitimes de ces biens. Le retour est un risque choisi", comme certains le prétendent (SSI-ULEI-IA-002-COD). C'est l'une des raisons pour lesquelles les gens choisissent de rester dans les incertitudes spatiales dans la ville où ils ne se sentent pas pleinement chez eux.

Vivre dans l'incertitude socio-économique

L'incertitude socio-économique est liée à l'incertitude spatiale dans lequel les personnes déplacées se trouvent souvent pendant plusieurs années. Tout comme Kazi, de nombreux déplacés ont témoigné avoir perdu une grande partie de leur capital à cause du pillage des acteurs armés. Certains ont perdu leur bétail, d'autres leurs récoltes, ou ont vu leurs maisons complètement brûlées, ce qui les a obligés à reconstruire leur vie à partir de zéro. Alors que les gens se déplacent pour échapper à l'insécurité, il est évident qu'il est difficile de gagner sa vie. Mais quelques personnes interrogées à Bukavu sont encore dans une situation socio-économique précaire, ne pouvant pas encore gagner assez d'argent pour louer une maison sans l'aide d'autres personnes, ni subvenir aux besoins de leurs familles sans cette aide. Parmi les personnes interrogées, 47 % ont trouvé leur situation économique améliorée qu'avant, tandis que 43 % ont estimé que leur situation économique était pire qu'avant. Ils ont néanmoins choisi de rester dans la ville.

Les emplois plus facilement accessibles à Bukavu sont des emplois difficiles et peu réputés, comme le transport de bagages dans les ports, le creusage de pierres ou la lessive de vêtements pour les familles privées. De nombreuses personnes déplacées aspirent à se lancer dans le petit commerce, mais celles qui peuvent mettre de côté un petit capital (parfois aussi peu que 10 dollars) parviennent à réaliser cette ambition. Sans l'aide d'un capital de départ provenant de la communauté d'origine, sans une éducation appropriée, sans contacts puissants ou sans un fort esprit d'entreprise, des nombreuses personnes déplacées restent dans une incertitude socio-économique dans laquelle elles survivent à peine et luttent au quotidien pour joindre les deux bouts du mois et mettre de la nourriture sur la table. Seuls 7 % de nos répondants avaient un emploi formel, tandis que 40 % étaient des travailleurs indépendants et 17 % travaillaient comme journaliers.

Vivre dans l'incertitude relationnelle

La première fois que Kazi s'est enfui à Bukavu, il était accompagné par sa femme et ses deux filles. Mais il a ensuite été contraint de se réfugier dans la forêt. À son retour, il a découvert que sa femme l'avait abandonné car elle ne s'attendait plus à ce qu'il revienne.⁴⁷ On peut noter ici que nous avons rencontré plusieurs personnes interrogées qui nous ont raconté comment elles avaient été recrutées de force dans un groupe armé. Lorsqu'ils retournent dans la société "normale", ils sont souvent stigmatisés et les gens les soupçonnent d'avoir eux-mêmes commis des atrocités. De ce fait, ils peuvent cacher ce passé à d'autres et parfois même rompre avec des familiers qui pourraient éventuellement témoigner de leur passé à d'autres. Une observation similaire peut être faite dans le cas des femmes qui ont été victimes de violences sexuelles par des groupes armés. Si les abus qu'elles ont subis sont connus des autres, elles peuvent être stigmatisées par leur environnement ou être répudiées par leurs maris. Les femmes plus jeunes, qui n'étaient pas en couple au moment de l'abus, peuvent s'abstenir d'avoir une relation après cette expérience, ou elles cachent leur passé à leurs futurs maris, par peur d'être répudiées (Bint-ULEI-SL-001-COD).

Lors d'un déplacement, l'absence de conditions socio-économiques empêche les jeunes déplacés de s'installer, car ils ont le sentiment de ne pas pouvoir subvenir aux besoins d'une famille, ou parce qu'ils sont considérés comme vulnérables par les futurs maris (voir également Jacobs & Paviotti, 2017). D'autres familles se séparent, les maris partant dans l'une des zones minières de l'Est de la RDC dans l'espoir de trouver de meilleures opportunités. En effet, parmi les personnes déplacées interrogées à Bukavu, nous avons rencontré quelques ménages dirigés par des femmes, parmi lesquelles il y en a qui ont indiqué qu'elles soupçonnaient leurs maris d'avoir fondé des nouvelles familles dans la zone minière ; d'autres espèrent encore le retour de leurs maris dans le futur. Ce que les personnes déplacées à Bukavu ont en commun, c'est que leurs relations personnelles sont également dans une sorte d'incertitude ; leurs conditions de vie ne leur permettent pas de commencer une relation durable ou de s'unir avec les autres membres de leur famille nucléaire. Kazi tenait à ce que ses filles viennent vivre avec lui à Bukavu, mais il a estimé qu'il aurait d'abord besoin d'une plus grande stabilité dans sa vie.

⁴⁷ Kazi a indiqué que déjà avant son séjour dans la forêt, il y avait eu des malentendus dans son mariage, qui - selon lui - étaient dus à des différences culturelles. Les deux hommes avaient des origines ethniques différentes.

En général, les personnes sans conditions de logement stable se déplacent fréquemment, même à l'intérieur de leur lieu de mobilité. Sur chaque nouveau site, elles doivent recommencer à développer des relations sociales avec les personnes de leur entourage immédiat, mais pour se protéger, elles ne s'ouvrent pas toujours facilement aux autres. Cela vaut pour les hommes et les femmes qui ont passé du temps "dans la brousse" avec des groupes armés ou qui ont été victimes de violences sexuelles, mais aussi pour certaines personnes interrogées qui ont été accusées de sorcellerie dans le passé. Elles s'abstiennent souvent d'établir des contacts étroits avec les gens de peur d'être à nouveau accusées. Dans un contexte d'impunité et de méfiance, de telles accusations risquent de déboucher sur des chasses aux sorcières fatales. En outre, ce groupe de personnes peut être considéré comme vivant dans un vide relationnel ; il ne peut ou ne veut pas établir de relations de confiance avec les autres par peur.

L'interconnexion des incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles

Bien que décrites séparément, les trois incertitudes sont dans plusieurs cas interconnectées. En parlant des relations entre les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et les résidents de Bukavu, les participants au barza qui s'est tenue à Bukavu le 9 avril 2020 ont mentionné : La collaboration n'est pas automatique ; les relations ne sont pas bonnes entre les PDI et les résidents. L'une des raisons est que les PDI envahissent les parcelles des résidents. Comme l'a mentionné l'un d'entre eux en kiswahili : "*wa déplacés ni wavamizi*" (les déplacés sont des envahisseurs). La plupart du temps, ils achètent des parcelles en secret, sans délimitation claire et sans en informer les chefs locaux ni les voisins. Par exemple, un déplacé peut prétendre avoir acheté 15 mètres, alors que c'est environ 10 mètres. Le litige commence lorsque le nouveau propriétaire (déplacé) revendique les limites de la parcelle, qui traversent la parcelle du voisin. Cela crée des conflits parcellaires entre les personnes déplacées et les résidents.

Cette citation illustre comment la limitation des ressources (c'est-à-dire l'incertitude socio-économique) amène les personnes déplacées à ne pas suivre les règlements en essayant de se procurer des parcelles résidentielles dans la ville une fois qu'elles arrivent. Cela a alors un impact sur leurs relations sociales dans le quartier et sur la perception que les gens ont des nouveaux arrivants (incertitudes relationnelles).

En outre, lors de la discussion sur la façon dont les personnes déplacées sont perçues par les chefs et les résidents locaux, les participants du même barza ont admis que les personnes

déplacées sont souvent considérées et traitées comme des "villageois" par les résidents et les chefs locaux. L'un des résidents a habilement résumé la situation en mentionnant que "...Ils quittent le village mais le village ne les quitte pas", comme pour signifier qu'en venant en ville, ils viennent avec la mentalité de village, en voulant par exemple construire des maisons là où passe l'évacuation des déchets, ce qui n'est pas juste, car cela affecterait d'une manière ou d'une autre l'évacuation des déchets de toute l'avenue. Un autre résident, membre de la société civile, a ajouté que les femmes déplacées amènent rarement leurs enfants au centre de santé ou à l'hôpital. Cette personne interrogée était convaincue que les personnes déplacées supposent généralement que la maladie est causée par la sorcellerie, et que leurs enfants sont souvent sales.

Les citations illustrent le fait que les résidents estiment qu'il y a une nette différence entre eux et les PDI en termes de mentalité. Faute de moyens suffisants (incertitudes socio-économiques), les PDI ont tendance à construire des maisons là où cela n'est pas permis, et en étant habitués à des villages où les hôpitaux sont rares, ils ont d'abord tendance à attribuer chaque maladie à la sorcellerie. Ces raisons créent une distance sociale entre les résidents et les PDI et rendent les résidents peu accueillants envers les nouveaux venus (incertitudes relationnelles).

Dans le même barza, les PDI ont reconnu la difficulté qu'ils rencontrent pour trouver un emploi à Bukavu ou même pour rejoindre des réseaux qui leur permettraient d'avoir des activités génératrices de revenus, car ils sont déplacés et ont moins des liens dans la ville. Deux raisons sont ressorties de la discussion : la première est que les PDI manquent d'argent, par exemple pour avoir une table au marché. Pour une table, qui coûte 50 000 FC, une personne déplacée n'aurait que 20 000 FC ; ici le choix est clair, car les places sur le marché sont compétitives. Une autre raison est la confiance et la collaboration limitées entre les habitants de longue date et les PDI pour les raisons mentionnées ci-dessus (invasion des parcelles, saleté, comportement du village, etc.). C'est pourquoi les PDI n'intègrent guère les réseaux pour plus d'opportunités d'emploi et pourquoi les résidents résistent à l'intégration des PDI dans la vie urbaine.

Cette citation illustre une fois de plus que le fait de ne pas disposer de ressources financières suffisantes (incertitudes socio-économiques) pour acheter une table sur le marché de la ville réduit *de facto* la possibilité d'être compétitif et d'être connecté aux activités commerciales de la ville. Mais la méfiance entre les résidents et les personnes déplacées, qui ne sont pas encore habituées à la vie en ville, entrave également les liens sociaux entre les résidents et les personnes déplacées (incertitudes relationnelles).

Expérimenter et surmonter les incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles

Vivre dans une situation de déplacement prolongé signifie que sa vie est en suspens ; une situation sécuritaire instable dans la communauté d'origine rend l'option du retour peu attrayante, mais une intégration complète dans le lieu de refuge ne va pas non plus de soi ; elle exige des personnes déplacées qu'elles atteignent un niveau de stabilité physique, socio-économique et relationnelle leur permettant de se sentir "chez elles". Dans cet article, nous avons montré ce que signifie pour les PDI vivre dans une incertitude spatiale : ne pas pouvoir retourner dans leur communauté d'origine, mais aussi ne pas réussir à obtenir un logement stable dans le lieu de refuge et donc passer d'un logement temporaire à un autre. Comme Kazi, de nombreuses PDI ne sont pas totalement indépendantes en termes de logement et n'ont donc pas le contrôle total de leur perspective de logement à long terme ; elles dépendent de familiers ou d'hôtes et de propriétaires bienveillants, mais lorsque la situation socio-économique ou personnelle de ces familiers, hôtes ou propriétaires change, cela peut avoir un impact direct sur leur logement : Lorsque le frère de Kazi a décidé de déménager dans une autre ville, Kazi a dû quitter la maison. Lorsque son hôte suivant est décédé, il a dû trouver un autre endroit. Cela montre que des facteurs au sein des configurations sociales d'une personne peuvent jouer un rôle majeur sur la sécurité spatiale de quelqu'un. Être dans l'incertitude spatiale ne signifie pas que quelqu'un est coincé dans un endroit déterminé, mais plutôt qu'il ne parvient pas à trouver des conditions de logement stable et sûr.

En termes socio-économiques, nous constatons également que de nombreuses personnes déplacées luttent pour trouver une source stable de revenus pour gagner leur vie. Ici aussi, comme le soulignent d'autres contributions qui suivent dans ce numéro spécial, les PDI dépendent souvent d'acteurs externes et de facteurs qui leur sont propres. Kazi a pu gagner sa vie grâce au travail qui lui a été offert par son frère et plus tard par son propriétaire, mais au moment où leur vie change, cela a également un impact sur la sienne. Bien sûr, cela vaut aussi pour de nombreux autres (non déplacés), mais notre étude montre que de nombreux PDI ont peu de contacts sociaux qu'ils ne peuvent en mobiliser dans de telles circonstances changeantes. Lorsque le frère de Kazi est parti, il dépendait toujours d'un contact établi par ce même frère pour aller de l'avant.

Le fait d'être en déplacement - même si c'est dans la même ville - signifie que les gens doivent également construire leur réseau social dans le quartier à maintes reprises. Les citations tirées de la barza montrent qu'il n'est pas évident que les personnes déplacées soient acceptées dans le cadre urbain de Bukavu, car les résidents de longue date ont des sentiments plutôt mitigés quant à la présence de personnes déplacées dans leur quartier. Kazi lui-même a également évité les relations intimes avec les gens de son entourage, car il se sentait mal à l'aise de révéler son passé de "la brousse". Cela l'empêche également de chercher des liens étroits avec des personnes issues de sa communauté d'origine. Visions stigmatisantes de l'environnement social empêchent donc de nombreuses personnes déplacées de nouer et d'entretenir des relations sociales solides.

Si l'on prend les trois incertitudes ensemble et que l'on examine l'ensemble des configurations sociales dans laquelle se trouvent les personnes déplacées, on peut constater que les trois incertitudes (spatiale, socio-économique et relationnelle) s'influencent fortement les unes sur les autres mais que nombre des facteurs et acteurs décisifs qui rendent la vie des personnes déplacées instable échappent au contrôle des personnes déplacées elles-mêmes. Pour définir les moyens de progresser vers l'intégration locale et de sortir d'un déplacement prolongé, il est important de comprendre les interconnexions entre les différentes incertitudes. Les personnes déplacées qui disposent d'un réseau social plus solide peuvent trouver plus facilement de l'aide lorsqu'elles ont besoin d'un logement ou d'un emploi. Les personnes qui ont un revenu stable peuvent être plus facilement respectées par les membres de leurs quartiers et se sentir mieux intégrées, etc. Pour surmonter un déplacement prolongé, les personnes déplacées doivent surmonter tous ces obstacles et trouver des configurations sociales plus stables. Pour cela, il faut comprendre les forces qui constituent ses propres configurations sociales et qui, par conséquent, varient d'une personne à l'autre, alors qu'il n'existe donc pas de plan directeur sur la meilleure façon d'y parvenir.

Les personnes déplacées ont-elles néanmoins l'espoir de pouvoir surmonter leur situation de déplacement prolongé et de s'intégrer dans la ville ? D'après notre étude, nous affirmons que oui. Bien que cet article ait montré des incertitudes interconnectées auxquelles les personnes déplacées pourraient être confrontées lors de leur déplacement, il montre également que ces incertitudes qui constituent les configurations sociales des personnes ne sont pas statiques mais qu'il existe des dynamiques temporelles et spatiales qui sont constamment soumises aux changements. Cela donne de l'espoir pour l'avenir, car ces dynamiques changeantes peuvent

toujours ouvrir des fenêtres d'opportunités. La vie dans la ville est dynamique et peut offrir des opportunités de sortir des modèles, des normes et des comportements sociaux existants. L'histoire de Kazi en donne un aperçu. Il n'a peut-être pas encore trouvé une stabilité totale dans sa vie, mais l'anonymat de la ville lui permet au moins de laisser derrière lui son histoire décrite comme "avoir été dans la forêt", ce qu'il n'aurait pas pu faire dans sa communauté d'origine. Cela montre qu'il est possible de surmonter les incertitudes et de mettre fin au déplacement prolongé en s'intégrant et en faisant appel à leur propre 'agence en attente'. Les prochaines contributions de ce volume en apporteront d'autres preuves.

Bibliographie

1. BAUR, N. and ERNST, S. 'Towards a process-oriented methodology: Modern social science research methods and Norbert Elias 's figurational sociology', *The Sociological Review*, 59(1), 2001, 119–139. doi: 10.1111/j.1467-954X.2011.01981.x.
2. BRADLEY, M. 'Unlocking protracted displacement: Central America's "success story" reconsidered', *Refugee Survey Quarterly*, 30(4), 2011, 84–121. doi: 10.1093/rsq/hdr011.
3. BRUN, C. 'Active Waiting and Changing Hopes: Toward a time perspective on protracted displacement', *Social Analysis*, 59(1), 2015, 19–37. doi: 10.3167/sa.2015.590102.
4. BRUN, C. and FÁBOS, A. 'Making homes in limbo? A conceptual framework', *Refugee*, 31(1), 2015, 5–17. doi: 10.25071/1920-7336.40138.
5. ČAPO, J. "'Durable solutions," Transnationalism and homemaking among Croatian and Bosnian Former Refugees', *Refugee*, 31(1), 2015, 19–30.
6. CHATTY, D. and MANSOUR, N. 'Unlocking protracted displacement: An Iraqi case study', *Refugee Survey Quarterly*, 30(4), 2011, 50–83. doi: 10.1093/rsq/hdr012.
7. CRISP, J. No solutions in sight: the problem of protracted refugee situations in Africa`. 75. Geneva, 2003. <https://www.unhcr.org/afr/3e2d66c34.pdf>.
8. ELIAS, N. *What is Sociology?* New York: Columbia University Press, 1978.
9. ETZOLD, B. et al. Transnational Figurations of Displacement- Conceptualising protracted displacement and translocal connectivity through a process-oriented perspective. 1. Bonn, 2019.
10. HAVER, K. Hors camp, hors-champ ? Mieux répondre au problème du déplacement forcé en République Démocratique du Congo a travers l'aide aux familles d'accueil. London, 2008.
11. IASC. Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 2010.

12. JACOBS, C. *et al.* 'Towards Becoming a Property Owner in the City: From being displaced to becoming a citizen in urban DR Congo', *Land Use Policy*. 85, 2019, 350–356. doi: 10.1016/j.landusepol.2019.04.009.
13. JACOBS, C. and PAVIOTTI, A. Social integration of internally displaced people in urban settings. Leiden, 2017.
14. KÄLIN, W. and ENTWISLE CHAPUISAT, H. Breaking the impasse: Reducing protracted internal displacement as a collective outcome, Policy and Studies Series. New York, 2017. doi: 10.1017/CBO9781107415324.004.
15. KYAMUSUGULWA, P. M. *et al.* *Multi-stakeholder community consultations as a multi-purpose research tool: Experiences from the DRC*. Bonn, 2020. Available at: <https://trafig.eu/output/internal-trafig-reports/multi-stakeholder-community-consultations>.
16. LINDLEY, A. and HASLIE, A. *Unlocking protracted displacement: Somali case study*. 2011, 79. Available at: <http://eprints.soas.ac.uk/12182/>.
17. LUTUTALA, M. Les migrations en Afrique centrale : caractéristiques, enjeux et rôles dans l'intégration et le développement des pays de la région. Kinshasa, sans date.
18. MASHANDA, M. *et al.* 'Analyse comparative : Accès à la justice dans le Sud-Kivu et dans le Haut-Uélé', *Cahiers*, 24(No. special), 2017, 129–152.
19. NGOIE, T. G. and WAKYANAKAZI, M. *Profil migratoire par pays : cas de la RDC*. Lubumbashi, 2008.
20. RUDOLF, M., JACOBS, C. and NGUYA, G. 'Si Dieu t'envoie de l'aide, tu ne peux pas refuser' - continuous displacement, vulnerability and humanitarian aid in protracted conflicts in DR Congo', *Annuaire L'Afrique des Grands Lacs 2014/2015*, 2014, 107–126.
21. ZETTER, R. 'Unlocking the protracted displacement of refugees and internally displaced persons: An overview', *Refugee Survey Quarterly*, 30(4), 2011, 1–13. doi: 10.1093/rsq/hdr015.
22. ZETTER, R. *Reframing Displacement Crises as Development Opportunities*. Copenhagen, 2014.
23. ZETTER, R. and LONG, K. 'Unlocking Protracted Displacement', *Forced Migration Review*, 40, 2012, 34–37. Available at: <http://www.fmreview.org/en/young-and-out-of-place/zetter-long.pdf>.